

Objekttyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio**

Band (Jahr): **28 (1910)**

Heft 7

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Abonnements:
Schweiz: Jährlich Fr. 6
2tes Semester . . . 3
Avaland: Zuschlag des-Porto
Es kann nur bei der Post
abonnirt werden
Preis einzelner Nummern 15 Cts.

Abonnements:
Suisse: un an . . . fr. 6
2^e semestre . . . 3
Etranger: Plus frais de port
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux
Prix du numéro 15 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich ausgenommen Sonn- und Feiertage	Redaktion und Administration im Eidgenössischen Handelsdepartement	Rédaction et Administration au Département fédéral du commerce	Paraît 1 à 2 fois par jour les dimanches et jours de fête exceptés
Annoncen-Regie: HAASENSTEIN & VÖGLER Insertionspreis: 25 Cts. die fünfgespaltene Petitzeile (für das Ausland 35 Cts.)		Régie des annonces: HAASENSTEIN & VÖGLER Prix d'insertion: 25 cts. la ligne (pour l'étranger 35 cts.)	

Inhalt — Sommaire

Rechtsdomizil (Domicile juridique). — Handelsregister. — Register du commerce. — Fabrik- und Handelsmarken. — Marques de fabrique et de commerce. — Contrôle fédéral des ouvrages d'or et d'argent (Eidgenössische Gold- und Silberwaren-Kontrolle). — Lebensmittelkontrolle. — Handels- und Gewerbefreiheit. — Liberté de commerce et d'industrie. — Simplonvertrag. — Convention du Simplon. — Moratorium. — Maison M. J. Sulica & G. Orghidan, à Bucarest. — Weizenpreise.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Domicilio legale.

Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft HELVETIA in St. Gallen

Das kantonale Rechtsdomizil der Gesellschaft ist vom 1. Januar 1910 an für den Kanton Bern bei den Herren H. und M. Keller in Bern. St. Gallen, den 6. Januar 1910.

Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft „Helvetia“:
(D. 2) F. Haltmayer. Grossmann.

Handelsregister. — Registro du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Register principal — I. Registro principale

Waadt — Vaud — Vaud Bureau de Lausanne

1910. 3 janvier. La société en nom collectif Conterio et Bovy, serrurerie en tous genres et construction en fer, à Renens (F. o. s. du c. du 17 août 1908), est dissoute ensuite d'un commun accord des associés; cette raison sociale est en conséquence radiée.

4 janvier. La raison N. Schwyzer, chapellerie, à Lausanne (F. o. s. du c. du 18 mai 1905), est radiée ensuite de remise de commerce.

4 janvier. Le chef de la maison J. Reisser, à Lausanne (Ouchy), est Jean Reisser, de Pully, domicilié à Lausanne. Genre de commerce: Exploitation d'un Hôtel, à Ouchy, à l'enseigne «Hôtel du Château d'Ouchy».

5 janvier. Le chef de la maison J. Badoud, à Lausanne, est Jules-Xavier Badoud, de Prévondavaux (Fribourg), domicilié à Lausanne. Genre de commerce: Epicerie et vins à l'emporter. Magasin: Rue Mauhorget 2, à l'enseigne «Epicerie des Trois-Suisse».

5 janvier. Sous la raison sociale Société anonyme d'Importation, il a été fondé, par statuts adoptés le 5 janvier 1910, une société anonyme dont le siège est à Lausanne et qui a pour but l'importation, la fabrication et le commerce en gros de produits alimentaires et spécialement de sucres. La durée de la société est illimitée. Le capital social est fixé à la somme de soixante mille francs divisé en soixante actions nominatives de mille francs chacune. Les publications de la société ont lieu dans la «Feuille officielle suisse du commerce». La société est administrée par un conseil d'administration de trois ou cinq membres, nommés pour trois ans. La société sera engagée par la signature individuelle de deux administrateurs-délégués qui sont: Charles Lehmann et Charles Morel, négociants, domiciliés à Lausanne. Bureaux: A Lausanne, Les Fleurettes 4.

5 janvier. Dans son assemblée générale du 22 décembre 1909, la société Orchestre d'amateurs de Lausanne, ayant son siège à Lausanne (F. o. s. du c. des 20 mai 1904 et 17 février 1908), a nommé en qualité de président: Charles Rochat, et secrétaire: Charles Blanc, les deux à Lausanne.

6 janvier. Le chef de la maison Ernest Lenta, à Lausanne, est Ernest Lenta, de Arto (Novare, Italie), domicilié à Lausanne. Genre d'industrie: Entreprise de bâtiments. Bureau: Les Arolles, Cour.

6 janvier. La raison Ed. Belrichard, épicerie, mercerie, quincaillerie et articles de ménage, à Lausanne (F. o. s. du c. du 3 avril 1906), est radiée, le titulaire ne faisant pas le chiffre d'affaires prévu par l'art. 13 du règlement fédéral.

Bureau de Vevey

5 janvier. La raison P. Wollichard, à Clarens-Montreux, bazar (F. o. s. du c. du 6 mars 1883, n° 32, page 243), est radiée ensuite de cessation de commerce.

Genève — Genève — Ginevra

1910. 6 janvier. La raison Aug. Blum, à Genève (F. o. s. du c. du 9 septembre 1909, page 1548), est radiée ensuite de l'entrée du titulaire dans la société «Blum et Cie» ci-après. La procuration conférée à Constant Blum est éteinte.

Auguste-Jacques Blum et Constant Blum, tous deux de Genève, y domiciliés, ont constitué à Genève, sous la raison sociale Blum et Cie, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} janvier 1910 et a repris depuis cette date, la suite des affaires ainsi que l'actif et le passif de la maison «Aug. Blum», ci-dessus radiée. Genre d'affaires: Bureau général d'assurances. Bureaux: 3, Rue de la Tour Maitresse.

6 janvier. Sous la dénomination de Syndicat des Marchands de Cycles du Canton de Genève, il existe une association (conformément au tre 27 du C. O.), ayant pour but de grouper les négociants-marchands

de cycles pour la défense de leurs intérêts vis-à-vis de la concurrence déloyale et des intermédiaires non établis dans la partie. Son siège est à Genève. Ses statuts ont été adoptés en assemblée générale du 3 novembre 1909. Peut faire partie du syndicat tout marchand de cycles qui possède un magasin et paie patente comme tel. Les demandes d'admission doivent être adressées au comité qui décide dans le délai d'un mois. Le droit d'entrée par membre est de fr. 2 et la cotisation annuelle de fr. 5. Toute démission doit être remise un mois avant l'assemblée générale. On sort aussi de l'association par radiation prononcée dans les cas prévus aux statuts. Les membres démissionnaires ou radiés, n'ont plus aucun droit sur l'avoir du syndicat. L'association est administrée par un comité composé de 7 membres, nommés chaque année en assemblée générale. L'association est valablement représentée et engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective du président, du secrétaire et du trésorier. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle; dans tous les cas, le syndicat n'est engagé que jusqu'à concurrence de son avoir. Le comité est actuellement composé de Eugène Le Royer, président; Ernest Sechehaye, secrétaire; Hugo Firmenich, trésorier; Rodolphe Born, Alfred Mégroz, Edouard Rochat et Adolphe Müller; tous domiciliés à Genève. Siège social: Au domicile du président, Place Kléberg.

Eidg. Amt für geistiges Eigentum. — Bureau fédéral de la propriété intellectuelle

Marken. — Marques

Eintragungen. — Enregistrements.

Nr. 26660. — 4. Januar 1910, 8 Uhr.

Carl Ulveling, Fabrikation und Handel,
Zürich (Schweiz).

Chemische, technische und kosmetische Präparate.



„zum Florhof“

Nr. 26661. — 3. Januar 1910, 8 Uhr.

J. B. Rist, Fabrikation,
Altstätten (St. Gallen, Schweiz).

Restitutionschwärze, Backpulver, Vanillinzucker, Seifen-sand Drogen und Chemikalien.

(Erneuerung und Gebrauchsausdehnung von Nr. 2922.)



„Schutz-Mark“

Nr. 26662. — 3. Januar 1910, 8 Uhr.

J. B. Rist, Fabrikation,
Altstätten (St. Gallen, Schweiz).

Backpulver.

Hefin-Backpulver

Nr. 26663. — 4. Januar 1910, 4 h.

Madame Maria Rosasco, fabrication,
Zürich (Suisse).

Teintures et tous produits de parfumerie et de savonnerie.

Teinture des Reines

Nr. 26664. — 4. Januar 1910, 12 Uhr.

Pfeifer & Langen, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Fabrikation, Köln (Deutschland). Zucker und Sirap. (Uebertragung von Nr. 22503 der Firma Pfeifer & Langen.)



Nr. 26665. — 5. Januar 1910, 8 Uhr.

E. & S. Weill, Mechanische Schuhfabrik Gaisberg, Kreuzlingen (Schweiz). Schuhwaren.

Chasseur

Nr. 26666. — 6. Januar 1910, 8 Uhr.

Georg Fischer, Fabrikation, Schaffhausen (Schweiz). Elektrostahl-Formguss.

GEORG FISCHER.

Nr. 26667. — 7. janvier 1910, 8 h.

H. A. Richardet, successeur de Alfred Schiffmann, fabrication, Chaux-de-Fonds (Suisse). Cadrans de montres.



Nr. 26668. — 6. Januar 1910, 4 Uhr.

P. Baumer, Fabrikation, Frauenfeld (Schweiz). Geschäftsbücher.

(Uebertragung von Nr. 2829 der Firma Jakob Baumer.)



Radiations

Nr. 28377. — W. Kenel, Porrentruy. — Radiée le 4 janvier 1910, à la demande du titulaire. Nr. 28056. — Jaques Sirmann, La Tour-de-Peilz. — Radiée le 5 janvier 1910, à la demande du titulaire.

Tableau comparatif des poinçonnements effectués et des essais faits par les bureaux de contrôle des ouvrages d'or et d'argent pendant chacune des années 1908 et 1909

Table with 5 main columns: Bureaux, Boîtes de montres poinçonnées (Boîtes d'or, Boîtes d'argent, Total des boîtes), Boîtes payant double taxe, Objets de bijouterie et d'orfèvrerie poinçonnés, and Essais de lingots d'or et d'argent. Rows list 18 bureaux and summary totals for 1908 and 1909.

1) Y compris 376,419 boîtes de montres or et argent en retour du contrôle anglais. Berné, le 8 janvier 1910.

Bureau fédéral des matières d'or et d'argent.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Lebensmittelkontrolle. Gemäss den Bestimmungen des Lebensmittelpolizeigesetzes sollen die Kantone dem Bundesrate alljährlich über die Ausführung dieses Gesetzes und die dabei gemachten Beobachtungen Bericht erstatten, und zwar einen ersten Bericht über die Kontrolle der Lebensmittel (ausgenommen Fleisch und Fleischwaren) und der Gebrauchsgegenstände, welcher Bericht zugleich als Grundlage der nach Art. 10 des Gesetzes an den Bund zu stellenden Entschädigungsforderungen für die Durchführung der Lebensmittelkontrolle zu dienen hat, und einen zweiten Bericht über die Beaufsichtigung des Schlachtens, der Fleischschau und des Verkehrs mit Fleisch und Fleischwaren. Da das Lebensmittelgesetz und die dazu gehörenden bundesrätlichen Verordnungen erst mit Beginn des Monats Juli in Kraft getreten, so erstreckt sich die nun zum ersten Mal erfolgende Berichterstattung nur auf die Zeit vom 1. Juli bis 31. Dezember 1909. Der Bundesrat empfiehlt nun durch Kreisschreiben den Kantonen, die Berichte nach folgendem Schema abzufassen: a. Bericht über die Kontrolle der Lebensmittel (ausgenommen Fleisch und Fleischwaren) und der Gebrauchsgegenstände. 1. Organisation der kantonalen Lebensmittelkontrolle und Erlass der kantonalen Vollziehungsverordnungen. 2. Instruktion für Lebensmittelinspektoren und Ortsexperten. 3. Umfang und Art der Tätigkeit der kantonalen, sowie der allfälligen städtischen Untersuchungsanstalt. Der Betrieb der Untersuchungsanstalt kann auch zum Gegenstand eines besonderen Berichtes gemacht werden. 4. Tätigkeit der Lebensmittelinspektoren. 5. Tätigkeit der örtlichen Gesundheitsbehörden und der Ortsexperten. 6. Bei der Lebensmittelkontrolle his jetzt gemachte Beobachtungen und Erfahrungen. Oberexperten, Bestrafungen. — b. Bericht über die Beaufsichtigung des Schlachtens, der Fleischschau und des Verkehrs mit Fleisch und Fleischwaren. 1. Ernennung der Fleischschauer und deren Stellvertreter. 2. Instruktion für Fleischschauer. 3. Öffentliche Schlachthäuser und deren Verhältnisse. 4. Private Schlachthöfe. 4. Tätigkeit der Fleischschauer, dargestellt auf Grund der von denselben eingereichten Berichte und Tabellen. Die Tabellen der Fleischschauer sind in eine einzige, den ganzen Kanton umfassende, nach dem gleichen Formular erstellte Tabelle zusammenzufassen. 5. Abreitungen, Aufbewahrungs- und Verkaufslöke für Fleisch und Fleischwaren, Geräte und Maschinen.

6. Bei der Kontrolle des Verkehrs mit Fleisch und Fleischwaren his jetzt gemachte Beobachtungen und Erfahrungen. Oberexperten, Bestrafungen. Der Bundesrat macht speziell darauf aufmerksam, dass die Entschädigungsforderungen für die Durchführung des Lebensmittelgesetzes nebst dem zugehörigen Bericht bis spätestens Ende dieses Monats sich in den Händen des Departementes des Innern befinden müssen. Da die Entschädigungen auf Rechnung des letztjährigen Kredites anzuweisen sind, was nur his zum 15. Februar geschehen kann und dem Departement zur Prüfung der eingereichten Rechnungen die notwendige Zeit eingeräumt werden muss, so könnten nach dem 31. Januar einlangende Forderungen nicht mehr berücksichtigt werden. Der zweite Bericht, der sich auf die Kontrolle des Schlachtens etc. bezieht, ist bis spätestens Ende Februar einzureichen. — Handels- und Gewerbefreiheit. Der Bundesrat hat mit Beschluss vom 31. Dezember die Beschwerde von H. Marsteller, früher in Davos-Platz, nunmehr in Triberg, Baden, betr. Verletzung der Handels- und Gewerbefreiheit, gestützt auf folgende Erwägungen als unbegründet abgewiesen: Beschränkungen der freien Ausübung des Gewerbes sind bundesrechtlich zulässig, wenn sie auf gewerbepolizeilichen Gründen, wie die Bekämpfung des unlauteren Wettbewerbes, beruhen und wenn sie nicht unnötigerweise die rechtliche Ausübung des Handelsgewerbes erschweren. Die Vorschrift des bündnerischen Gesetzes, die sich auch in anderen kantonalen Gesetzen findet, dass Totalausverkäufe wegen gänzlicher Geschäftsaufgabe innert einer bestimmten Zeit durchgeführt werden müssen, bezweckt offenbar, dem Missbrauch zu steuern, dass immer wieder neue Waren nachbestellt und verkauft und so der Verkauf des bei Bewilligung des Ausverkaufes vorhandenen Warenlagers in die Länge gezogen wird. Die Bekämpfung dieses Missbrauches durch Ansetzung einer angemessenen Frist, innert welcher die Liquidation durchgeführt werden muss, ist daher an sich gewerbepolizeilich zulässig. Es kann auch nicht gesagt werden, dass die im bündnerischen Gesetz über den Markt- und Hausierverkehr vorgesehene Frist von 6 Monaten zu kurz bemessen wäre. Es bräucht im vorliegenden Falle nicht entschieden zu werden, ob eine kantonale Gesetzesbestimmung, die dahin läge, dass derjenige, der sein

Geschäft aufgibt, nur alternativ entweder eine Ausverkaufsbevollmächtigung oder eine Versteigerungsbevollmächtigung verlangen könne und dass nach der einmal erhaltenen Ausverkaufsbevollmächtigung eine Versteigerungsbevollmächtigung nicht mehr verlangt werden könne, den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit verletzen würde. Denn das bündnerische Hausiergesetz enthält keine derartige Bestimmung. Vielmehr sieht Art. 21, Abs. 4, kumulativ die Bevollmächtigung für Ausverkäufe und Versteigerungen vor. Der Kleine Rat des Kantons Graubünden hat auch dem Rekurrenten die Versteigerung nicht deswegen verweigert, weil er ihm bereits eine Ausverkaufsbevollmächtigung erteilt hätte, sondern deswegen, weil die in Art. 21, Abs. 4, leg. cit. vorgesehene Frist von 6 Monaten bereits verstrichen war. Der Kleine Rat hat also das Gesetz dahin interpretiert, dass die gesamte Liquidation, sofern sie auf dem Wege des Ausverkaufs und der Versteigerung erfolge, innert 6 Monaten durchzuführen sei. Diese Interpretation entspricht dem Wortlaut und dem Sinne des Gesetzes.

Steht somit fest, dass durch den angefochtenen Entscheid der bündnerischen Regierung das verfassungsmässige Recht der Handels- und Gewerbefreiheit nicht verletzt wird, so braucht die weitere Frage, ob sich der Rekurrent auf dieses Recht berufen kann, trotzdem er in der Schweiz nicht niedergelassen ist, nicht untersucht zu werden.

— Simplonvertrag. Das Protokoll über den Austausch der Ratifikationsurkunden zu der am 18. Juni 1909 mit Frankreich abgeschlossenen Übereinkunft betreffend die Zufahrtslinien zum Simplon ist am 31. Dezember 1909 in Bern von Herrn Bundespräsident Deucher und dem Botschafter der französischen Republik, Herrn d'Aunay, unterzeichnet worden. Die Übereinkunft selbst ist gemäss Art. 21 am nämlichen Tage in Kraft getreten.

— Moratorium. Die Firma M. J. Sulica & G. Orghidan in Bukarest hat beim dortigen Handelsgericht um eine Verlängerung des ihr bewilligten Moratoriums um 6 Monate nachgesucht. Das Gericht hat dieses Gesuch im Prinzip zugelassen und auf den 17. Dezember a. St. eine Gläubigerversammlung einberufen. In derselben ist von der Ansicht der erschienenen Gläubiger Kenntnis genommen und der Termin, an dem über das Gesuch um Verlängerung des Moratoriums entschieden werden soll, auf den 8. Januar a. St. = 21. Januar n. St. 1910 festgesetzt worden.

Weisenpreise
(Per 100 Kilogramm)

	9. Dezember	16. Dezember	23. Dezember	30. Dezember	6. Januar 1910
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Paris	28.50	28.75	28.75	28.75	24.25
Liverpool	21.61	22.05	22.36	22.27	22.89
Berlin	27.42	27.81	27.82	28.37	28.52
Budapest		22.50	29.56	29.25	29.69
Chicago	20.18	21.30	22.76	22.54	21.90
New-York	21.50	23.01	24.63	24.16	24.63

Liberté de commerce et d'industrie. Par arrêté du 31 décembre, le Conseil fédéral a écarté comme non fondé pour les considérants ci-après le recours de H. Marsteller, négociant, précédemment à Davos (Grisons), actuellement à Triberg (Bade), contre le refus de l'autorisation d'une vente à l'encan après liquidation totale (atteinte portée à la liberté de commerce et d'industrie).

Le droit public fédéral admet des restrictions à la liberté de commerce et d'industrie, lorsque ces restrictions sont fondées sur des motifs de police tels par exemple s'il s'agit de lutter contre la concurrence déloyale, et lorsqu'elles n'entraînent pas inutilement l'exercice régulier de la profession commerciale.

La disposition de la loi du canton des Grisons, que l'on rencontre aussi dans d'autres législations cantonales, d'après laquelle les liquidations totales pour cause de cessation de commerce doivent être achevées dans un délai déterminé a évidemment pour but, d'empêcher que l'intéressé achète et revende sans cesse de nouvelles marchandises et traîne ainsi en longueur la vente du stock de marchandises qui se trouvait en magasin, lorsqu'a été donnée l'autorisation de liquidation. Pour des motifs de police commerciale, il est donc admissible de chercher à empêcher cet abus en fixant un délai convenable durant lequel la liquidation doit se faire. On ne peut pas prétendre que le délai de six mois fixé par la loi grisonne sur les marchés et le colportage soit trop court.

Dans l'espèce, il n'y a pas lieu de décider si le principe de la liberté de commerce et d'industrie est lésé par la disposition d'une loi cantonale d'après laquelle celui qui cesse son commerce n'a d'autre alternative que de requérir l'autorisation, soit d'une liquidation totale, soit d'une vente à l'encan, et n'a plus de droit de demander l'autorisation d'une vente à l'encan, lorsqu'il a déjà reçu une fois l'autorisation d'une liquidation totale. En effet, la loi grisonne sur le colportage ne contient pas de disposition de cette nature. Au contraire, l'art. 21, alinéa 4, permet d'autoriser en même temps les liquidations totales et les ventes à l'encan. Aussi, le gouvernement des Grisons n'a-t-il pas refusé au recourant l'autorisation de vendre à l'encan parce qu'il lui avait déjà donné l'autorisation d'une liquidation totale, mais bien parce que le délai de six mois fixé par le même art. 21, alinéa 4, était écoulé. Le gouvernement a donc interprété la loi en ce sens que la liquidation totale d'un commerce, qu'elle ait lieu par la voie d'une liquidation proprement dite ou par la voie d'une vente à l'encan, doit être terminée dans un délai de six mois. Cette interprétation répond bien au texte et à l'esprit de la loi.

Ainsi, il est établi par ce qui précède que le droit constitutionnel de la liberté de commerce et d'industrie n'a pas été lésé par la décision du gouvernement grison dont est recourant. Dès lors, il est inutile d'examiner la question de savoir si le recourant est autorisé à invoquer ce droit, bien qu'il ne soit pas domicilié en Suisse.

— Convention du Simplon. Le procès-verbal d'échange des ratifications de la convention, conclue avec la France le 18 juin 1909 pour les voies d'accès au Simplon, a été signé à Bern le 31 décembre 1909, par M. Deucher, président de la Confédération, et par M. d'Aunay, ambassadeur de France, et la convention, conformément à son art. 21, est entrée en vigueur ce même jour, 31 décembre 1909.

La convention sera insérée au recueil des lois.

— Maison M. J. Sulica & G. Orghidan, à Bucarest. La maison M. J. Sulica & G. Orghidan, à Bucarest, avait prié le tribunal de commerce de prolonger de 6 mois le délai moratoire qui lui avait été consenti. Le tribunal, ayant déferé en principe à cette demande, avait convoqué les créanciers pour le 17 décembre ancien style. Après avoir recueilli l'avis des participants à cette réunion, le tribunal a résolu de fixer au 8 janvier, ancien style, soit 21 janvier 1910, la décision à prendre, concernant la prolongation du moratorium.

Annoncen-Regie: **HAASENSTEIN & VOGLER**

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Regie des annonces: **HAASENSTEIN & VOGLER**

Ausschreibung von Bauarbeiten

Für den Neubau des Postgebäudes in Lugano werden folgende Arbeiten zur Konkurrenz ausgeschrieben:

- A. Hauptgebäude und Remisen:**
(48) **Zimmerarbeiten.**
- B. Remisengebäude:**
1. Steinhauerarbeiten. 2. Kunststeinarbeiten.
- Pläne, Bedingungen und Angebotformulare sind im Baubureau des Postgebäudes in Lugano und im Bureau den unterzeichneten Verwaltung in Bern aufgelegt. Uebernahmsofferten sind verschlossen, unter der Aufschrift «Angebot für Post Lugano», bis und mit dem 20. Januar 1910 franko einzureichen an die

Direktion der eidg. Bauten.

Bern, den 7. Januar 1910.

Junger Kaufmann

sprachkundig, mit mehrjähriger Auslandspraxis, wünscht sich an einem industriellen oder kaufmännischen Geschäft, Platz Bern bevorzugt, aktiv zu beteiligen. Disponible, Mittel vorläufig 40 à 50 000 Mk. Erstklassige Referenzen zur Verfügung. (221)

Offerten richten man unter Chiffre Y126 Y an Haasenstein & Vogler, Bern.

Société Anonyme d'Horlogerie et Bijouterie de Genève
(Ancienne maison Eug. Lachenmayer)

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le 17 janvier courant, à 8 heures du soir, au siège de la société, 9 rue du Marché à Genève. (49)

Ordre du jour:

1. Statuer sur la démission d'un administrateur;
2. Nomination éventuelle d'un nouvel administrateur;
3. Revision des statuts.

Genève, le 7 janvier 1910.

Le conseil d'administration.

Berner Alpenbahngesellschaft

Bern-Lötschberg-Simplon

Wir bringen den Inhabern von

Prioritätsaktien

unserer Gesellschaft in Erinnerung, dass der **Coupon Nr. 4** am **31. Dezember 1909** verfallen ist und ohne Kosten für die Inhaber bei folgenden Zahlstellen à

— Fr. 20. —

per Stück eingelöst wird:

- in Bern: bei der Kasse der Berner Alpenbahngesellschaft Bern-Lötschberg-Simplon
- » » Kantonbank von Bern,
- » » Spar- und Leihkasse in Bern;
- in Basel: » » Schweizerischen Eisenbahnbank,
- » dem Schweizerischen Bankverein,
- » der Basler Handelsbank,
- » den HH. A. Sarasin & Cie;
- in Winterthur: » der Bank in Winterthur;
- in Zürich: » » Schweizerischen Kreditanstalt,
- » » Eidgenössischen Bank A. G.,
- (471) » » A. G. Leu & Cie.,
- » den HH. A. Hofmann & Cie.;
- in Genf: » der Union Financière de Genève.

Berner Alpenbahngesellschaft
Bern-Lötschberg-Simplon

Aufforderung

Das von der Schweizerischen Volksbank in Zürich ausgestellte Sparheft Nr. 19018 von Fr. 618.15 zugunsten der Fräulein Susanna Meier, in Oerlikon, ist abhandeln gekommen.

Allfällige Inhaber dieses Sparheftes werden hiemit aufgefordert, dasselbe innert sechs Monaten, von heute an, der Unterzeichneten vorzuweisen, widrigenfalls dieser Titel als kraftlos angesehen und an dessen Stelle ein neues Sparheft ausgestellt würde. (54)

Zürich, den 10. Januar 1910.

Schweiz. Volksbank.

Wenn ich in Amerika wäre

würde meine interessante Broschüre „Der sichere Weg zum erfolgreichen inserieren“ zweifelslos in Millionen von Exemplaren gekauft werden. Soll ich inserieren? Wieviel Kapital ist hierfür nötig? Wähle ich grosse oder kleine Inserate? Wie fasse ich die Annoncen wirkungsvoll ab? Welches ist die beste Methode? Wo erziele ich 50, 100-1000% Nutzen? Solche und viele andere hochwichtige Fragen beantwortet dieses anerkannt beste Lehrbuch der Inserationskunst Preis Fr. 5.— Nachnahme **Obrecht's Verlag, Wiedlisbach** (Schweiz) (2846)

GEORGES-JULES BANDOZ
Inval. v. J. CALAT-BORNET
Firma gegründet 1820
Bne Léopold Robert 46
LA CHAUX-DE-FONDS

Spécial-Fabrik
von garantierten ::
Herren- u. Damenuhren
für Private (484)
Katalog gratis

Alte Geschäftsbücher

grössere und kleinere Posten zum Einlösen (322.)

zu kaufen gesucht zu höchsten Tagespreisen.

Abgebote unter Chiffre Z U 15479 befördert die Annoncen-Expedition Rudolf Mosse, Zürich.

Handelswissenschaftl. Kurse von Friedr. Meier, Inh. d. über Europas Grenzen bekannten Pöhl. Handels-Akademie Leipzig, Zwölf Dozenten. Prospekt gratis. (3224)

Beneficium inventarii

Die Erben des am 19. Dezember 1909 in St. Gallen verstorbenen Herrn **Friedrich Moritz Müller**, Buchbindermeister, von Mogelsberg, wohnhaft gewesen Davidstrasse 14 in St. Gallen, haben die Rechtswohlthat des Inventars angegriffen und erhalten.

Demnach werden dessen sämtliche Gläubiger und Schuldner hiemit aufgefordert, erstere ihre Ansprachen, mit den betreffenden Titeln belegt, und letztere ihre Schulden bis zum 4. Februar 1910 an das **Waisenamt der Stadt St. Gallen** getreu einzugeben, widrigenfalls die Gläubiger sich die kraft Titel V des Erbgesetzes entstehenden gesetzlichen Rechtsnachteile selbst zuzuschreiben, die Schuldner aber gerichtliche Belangung und Strafe zu gewärtigen haben.
St. Gallen, den 4. Januar 1910.

(60) Das Bezirksamt St. Gallen.

RONCA & SELVA

Neuer Bureau- und Technikergummi

Unerreichte Vollkommenheit. 7 Härtegrade. Grösster Erfolg. Beste Qualität für Blei und Tusche. Verlangen Sie Muster und Offerte. 2945

KAISER & Co., BERN

„Siemens“ Elektrische Betriebe, Aktiengesellschaft, Berlin

Wir machen hierdurch bekannt, dass die neuen Dividendscheinbogen zu unseren Aktien von heute ab bei der **Mitteldeutschen Creditbank in Berlin** ausgegeben werden.

Ausser bei diesem Institut können die Talons auch bei der **Basler Handelsbank, Basel**, bei der Firma **A. Sarasin & Co., Dreyfus Söhne & Cie., Basel** eingereicht werden, bei welchen Stellen auch die neuen Bogen in Empfang zu nehmen sind.

Den Talons ist ein doppeltes, arithmetisch geordnetes Nummernverzeichnis beizufügen. (531)

Berlin, den 8. Januar 1910. Der Vorstand: **Dr. Berliner.**

Sté. an. Ville de Manchester

Sommation

L'assemblée extraordinaire des actionnaires du 27 décembre 1909 ayant décidé la dissolution de la société, les créanciers de la société sont sommés, à teneur de l'art. 665 C. F. O., de produire leurs créances au siège du liquidateur: rue de la Croix-d'Or 17. (501)

Genève, le 5 janvier 1910.

Le liquidateur: **L. Gromberg.**

Wichtig für Industrielle

P. Gentil, Architekt, Schützengasse 37, Biel (Schweizer) aus Amerika zurückgekehrt, würde die

Vertretung

einiger seriöser Firmen der Baumaterialien- und anderer Branchen übernehmen. 15jähriger Aufenthalt in der Republik Argentinien. Zahlreiche Reisen in Südamerika. Das neueste Adressenverzeichnis von 300,000 Grundbesitzern, Banquiers, Architekten, Ingenieuren, Advokaten, Notaren, Aerzten, Apothekern, Chemikern, Industriellen, Kaufleuten, Bauunternehmern aller Staaten, Estancieros, Chacrareros u. s. w. Zolltarife etc. von den Republiken Argentinien, Brasilien, Chile, Uruguay. **Uebersetzungen ins Spanische.** (52.)

Telephon Telephon

Luzerner Brauhaus Akt.-Ges.

vormals **H. Endemann, Luzern**

Gestützt auf die Beschlüsse der zehnten ordentlichen Generalversammlung wird der Coupon **Nr. 10** unserer Aktien mit **Fr. 20** spesenfrei eingelöst bei: (57.)

Bank in Luzern,
Luzerner Kantonalbank, Luzern,
Volkbank Luzern,
Zahn & Cie., Basel, und
unserer Geschäftskasse.

Luzern, den 8. Januar 1910.

Die Direktion.

VIKTORIA

Kopiermaschine ist unübertroffen
Hundert von besten Referenzen erster schweiz. Firmen
Vorführung jederzeit gratis (340)
Generalvertreter: **Jean Steiner & Co., Basel**

Office des faillites de Genève

Vente aux enchères publiques

Le vendredi, 14 janvier 1910, à 2 heures de l'après-midi
salle des assemblées de faillites, Palais de Justice, 1^{er} étage, à Genève
aura lieu la vente aux enchères publiques au comptant des

== brevets ==

pour les pays suivants: Suisse, France, Allemagne, Italie, Belgique, Roumanie, Canada, République Argentine et Australie. (3177)

„Procédé pour dénicotiner le tabac“

provenant de la faillite de la Société anonyme des Tabacs désintoxiqués.
Le directeur de l'office: **F. Lecoultre.**

Montreux Grand Hôtel Eden

Modernstes Familienhotel in allerbesten, ruhigster Lage am See, neben dem Kur-saal. - Garten. - Mässige Preise. (869)

Druckarbeiten

Kataloge, Preislisten, Zeitungen etc. liefert mit Setzmaschine rasch und billig die 3110

Buchdruckerei **J. Wirz** in Grünlingen, Kt. Zürich

Baugenossenschaft Jakobsburg-Zürich

Ausserordentliche Generalversammlung

Donnerstag, den 20. Januar 1910, nachmittags 3 Uhr
im Bureau der Gesellschaft, Waisenhausgasse 10, Zürich

Traktanden:

1. Festsetzung der Antrittsbilanz nach durchgeführter Rekonstruktion. (24.)
2. Wahl von zwei Rechnungsrevisoren.
3. Verschiedenes.

Zürich, den 5. Januar 1910.

Der Vorstand.

Ersparnis-Kassa Olten

Garantiert von der Bürgergemeinde

== Reserven Fr. 878,000 ==

Wir verzinsen bis auf weiteres: (27.)

Obligationen auf 3 Jahre fest à 4%

Einlagen in laufender Rechnung à 3 1/2% /o

jederzeit verfügbar

Olten, 29. Dezember 1909.

Die Verwaltung.

Berninabahn

4 1/2 % Anleihe I. Hyp. von Fr. 7,000,000

Von Montag, den 10. Januar an können die Interimscheine, denen sämtliche noch nicht verfallenen Coupons beigelegt werden müssen, gegen die definitiven Titel unseres 4 1/2 % Anleihe I. Hyp. umgetauscht werden, und zwar in Basel: bei der Schweizerischen Eisenbahnbank, in Bern: bei der Kantonalbank von Bern, in Genf: beim Schweizerischen Bankverein, in Zürich: beim Schweizerischen Bankverein.

Nach dem 31. Januar findet der Umtausch nur noch bei der Schweizerischen Eisenbahnbank in Basel statt.

(431)

Berninabahn.

Internationale Transporte

Gebrüder Weiss, Bregenz (2286.)

Buchs, St. Margrethen, Romanshorn, Triest

Wien, Birmensdorf, Feldkirch, Dornbirn, Lindau

— Fachgemässe Verzollungen —

Feste Transportübernahmen nach allen Richtungen

Jedes Geschäft

soll geordnete Buchführung haben

Bureau-Arbeiten im Abonnement zu coulantem Bedingungen besorgt

Ad. Fross - Vogel, Bücher-Experte

Zürich (Grossmünsterplatz 8) Telephon 2928

Versand von Anleitungen zur Buchführung zum reduzierten Preise von Fr. 8.— (2647)

Viktoria Kopiermaschine

wenig gebraucht, billig zu verkaufen. — Gef. Offerten unter G 167 an Haasenstein & Vogler, Zürich. (59)

Metallgiesserei

33 Jahre alt, verheiratet, seit 8 Jahren als selbständiger Meister tätig, mit besten Erfahrungen im gesamten Giessereibetrieb, nüchtern u. zielbewusster Charakter, in ungekündigter Stellung, sucht anderweitig Position. (58)

Gef. Offerten unter B 158 Lz an Haasenstein & Vogler, Luzern.



Zu vermieten

Stadtrayon Tramhaltestelle

Helle, geräumige

Fabrikräume

ca. 600 Quadratmeter, ganz oder geteilt, mit billiger Wasserkraft, elektr. Licht, Warenaufzug, Geleisenschluss und Laderampe. 10 Minuten zum Güterbahnhof. Näheres durch

„Victoria“

Genossenschaft für

Immobilienverkehr

Zürich

Bahnhofplatz - Löwenstr. 71

Telephon 8434 3004



Graph. Kunstanstalt

der deutschen Schweiz sucht wegen Krankheit eines Teilhabers zu baldigem Ersatz desselben, seriösen (26;)

bilanzfähigen

Kaufmann

mit Kapitaleinlage als kaufmännischen Leiter. Branchenkundige Herren erhalten den Vorzug. Gef. Off. unter Chiffre A 26 B an Haasenstein & Vogler, Bern.